

Geneva Internet Platform

# Digital Watch

NEWSLETTER  
EN FRANÇAIS

*Vous recevez des centaines d'informations  
sur les politiques numériques.*

*Nous les recevons aussi.*

*Nous les décodons, contextualisons, et analysons.  
Ensuite, nous les résumons pour vous.*

## TENDANCES DES POLITIQUES NUMÉRIQUES EN MARS

### 1. Suite à l'affaire Cambridge Analytica, la pression s'intensifie sur Facebook et les entreprises de l'Internet

Depuis plusieurs mois, les entreprises de l'Internet font face à une pression accrue sur plusieurs fronts. En mars, le scandale Cambridge Analytica révélant l'atteinte aux données de 30 millions d'utilisateurs de Facebook a intensifié un peu plus cette tendance.

Cette affaire concerne les données d'utilisateurs de Facebook ayant été collectées par un chercheur à travers une application mobile, et qui récoltait également les données des amis des utilisateurs de cette application. Ne respectant pas l'obligation d'utiliser ces données pour un usage strictement académique, le chercheur a transmis ces données à Cambridge Analytica, qui a ensuite combiné ces données avec d'autres sources pour construire des profils de personnalité. Ces données, une fois assemblées, étaient ensuite vendues à des campagnes politiques dans le but d'influencer les électeurs. Cette affaire a plusieurs implications, notamment en termes de responsabilité des intermédiaires, de politique de contrôle des contenus, de protection des consommateurs, et de sécurité des données. *Voir en page 6 pour en savoir plus à propos de ces implications.*

En plus de ces questions, cette affaire a également permis de sensibiliser un peu plus le grand public au sujet de la vie privée. Une étude des tendances mondiales des termes relatifs à la vie privée

recherchés sur les moteurs de recherche en ligne depuis 2015 indique des pics lors de développements et incidents majeurs.

En janvier et septembre 2015 (correspondant aux points n°1 et n°2 sur le graphique en page 3), l'augmentation du nombre de recherches était liée à un canular sur des questions de vie privée diffusé sur Facebook. En juin 2016 (point n°3), le pic s'expliquait par une décision de justice sur les cookies de navigateurs de recherche. En octobre 2016 (point n°4), le canular en ligne a refait surface, tandis qu'en mars et avril 2017 (point n°5) la décision du président américain d'abroger les règles en matière de vie privée en ligne de la Commission fédérale des communications (FCC) a suscité une attention accrue. En mars 2018 (point n°6), l'augmentation était expliquée par l'affaire Cambridge Analytica. Alors que les médias continuent à suivre les enquêtes en cours, il est à attendre que cette tendance se maintienne en avril.

### 2. Taxation: European Commission issues proposals, OECD releases interim report

La question de la fiscalité dans l'économie numérique a été au plus haut de l'agenda international au cours de l'année passée. En mars, la Commission européenne a annoncé ses propositions très attendues en matière de fiscalité: une proposition de long terme, visant à reformer les règles européennes pour l'impôt sur les sociétés en

[La suite en page 3](#)



#### L'AFFAIRE CAMBRIDGE ANALYTICA

En mars, l'affaire Cambridge Analytica a intensifié la pression sur les entreprises de l'Internet, et posé de nombreuses questions sur les données personnelles des utilisateurs. *La suite à la page 6.*

## DANS CE NUMERO

### TENDANCES



Tout d'abord, une présentation des principales tendances, notamment en matière de fiscalité, de vie privée, et de véhicules autonomes.

[More on page 1, 3](#)

### BAROMETRE



L'économie de l'Internet, les droits en ligne et les nouvelles technologies étaient des thèmes d'actualité en ce mois de mars. Lisez notre résumé des derniers développements.

[More on page 4, 5](#)

### DEVELOPPEMENT DURABLE



Lors du forum SMSI en mars, de nombreuses discussions ont porté sur le rôle des nouvelles technologies pour parvenir à un développement durable.

[More on page 7](#)

### CE MOIS DANS L'HISTOIRE



Cette chronologie historique des développements d'Internet et de la gouvernance d'Internet est aussi intéressante que remarquable.

[More on page 8](#)

Le numéro 29 de la revue de Geneva Digital Watch, publié le 31 mars 2018 par la Geneva Internet Platform (GIP) et DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Clément Perarnaud, Sorina Teleanu | Collaborateurs: Cedric Amon, Stephanie Borg Psaila, Stefania Pia Grottola, Jovan Kurbalija, Marco Lotti, Marília Maciel, Roxana Radu, Barbara Rosen Jacobson, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkov, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des derniers développements sur l'observatoire GIP Digital Watch (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à [digitalwatch@diplomacy.edu](mailto:digitalwatch@diplomacy.edu) | Téléchargez le numéro sur <https://dig.watch/newsletter/march2018>

## DEVELOPPEMENTS NUMERIQUES A GENEVE

De nombreuses discussions politiques se tiennent à Genève tous les mois. Les informations suivantes couvrent les principaux événements ayant eu lieu en mars. Pour les comptes-rendus, visitez la section [Evènements Passés](#) de l'observatoire *GIP Digital Watch*.

### UER Big Data Conference 2018

La conférence sur le Big Data, qui s'est tenue à l'Union Européenne de Radio-Télévision (UER) du 28 février au 1er mars, portait sur les stratégies en matière de données des organisations médiatiques, ainsi que sur le potentiel du journalisme de données («data journalism») et des services personnalisés. S'inscrivant dans le cadre de la semaine du Big Data, cet événement a réuni des professionnels des médias, ainsi que des experts politiques, industriels, juridiques et publicitaires afin de comparer et apprendre des expériences des médias de service public à travers l'Europe. Parmi les principales conclusions, on peut noter que (a) de plus en plus d'organisations adoptent des stratégies en matière de données, bien que cette tendance ne soit pas uniforme en Europe; (b) la confiance dans les médias de service public doit être un indicateur clé dans les sociétés modernes; (c) attirer des scientifiques spécialisés sur les données est un défi, tout comme l'est la collaboration entre organisations concurrentes; (d) une approche relevant de la science des données et une véritable architecture des données sont nécessaires pour récolter les bénéfices de l'environnement numérique.

### Conseil des droits de l'homme de l'ONU – 37ème session

Plusieurs sessions principales et parallèles de la 37ème session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui s'est tenue du 26 février au 23 mars, ont eu trait à la question des droits numériques. Une des conclusions principales émergeant de ces discussions a été que la protection des droits de l'homme peut permettre d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), mais qu'une attention accrue doit être portée sur la façon avec laquelle ces droits sont protégés à l'ère numérique, par exemple en termes d'accès à l'information, de vie privée et de protection des données. Dans une Résolution sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique, le Conseil a prolongé de trois ans le mandat du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée. Plusieurs sessions parallèles ont abordé la question des bonnes pratiques dans l'utilisation des TICs pour garantir les droits économiques, sociaux et culturels, et réduire les inégalités, ainsi que les implications des identités virtuelles, des villes intelligentes et des systèmes intensifs en données pour le droit à la vie privée, et dans quelle mesure les instruments existants de protection des droits de l'homme s'appliquaient aux activités dans le cyberspace.

### CyberMediation: Nouvelles technologies pour la médiation politique

La GIP a accueilli le 13 mars le lancement de l'initiative «CyberMediation: Nouvelles technologies pour la médiation politique», préparée par le Département des affaires politiques de l'ONU, DiploFoundation, le Centre for Humanitarian Dialogue, Swisspeace, et des chercheurs de l'université d'Harvard. Cet événement a permis de s'intéresser aux opportunités et défis suscités par l'utilisation des nouvelles technologies pour la médiation, à l'image des applications intelligentes, des réseaux sociaux et du Big data. La question de la transparence et de la confidentialité a été évoquée, notamment de par le fait que ce champ est traditionnellement perçu comme nécessitant de grandes ressources humaines et peu de technologies. Dans sa phase de lancement, l'initiative CyberMediation se divisera en quatre sections thématiques portant sur: l'impact des nouvelles technologies sur la médiation; les réseaux sociaux; les données pour la médiation; et l'intelligence artificielle (IA), et notamment l'extraction de textes («data mining»). Cet événement a été suivi par des missions diplomatiques, des organisations internationales et de la société civile à Genève.

### FGI 2018 : Première consultation ouverte et Réunion MAG

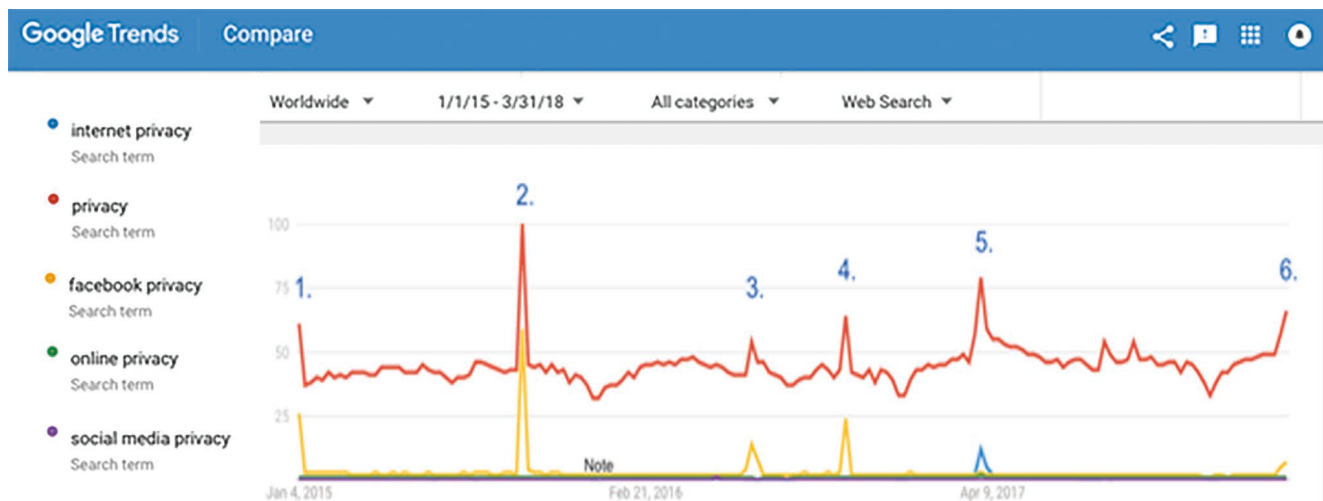
La réunion, qui s'est tenue du 20 au 22 mars, a rassemblé les membres du Groupe Consultatif Multi-acteurs (MAG) et la communauté plus large du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) afin d'aborder les succès du cycle du FGI en 2017 et ce qui pourrait être amélioré lors du FGI de 2018. Il a été indiqué par certains participants que le FGI devrait continuer à apporter des innovations à son format et contenu, notamment à partir de certains des nouveaux éléments apportés à Genève, à l'image des sessions d'ouverture de haut-niveau et des Messages de Genève. Des suggestions ont également été faites pour apporter plus de cohérence et de clarté dans le programme du FGI, par exemple en ayant des jours ou périodes dédiés à des thèmes spécifiques, ou à des types de sessions et activités en particulier (ateliers, forum sur les bonnes pratiques, sessions plénières...). Au cours de la réunion du MAG, une décision a été prise pour lancer un appel à contribution pour permettre à la communauté du FGI d'indiquer les sujets d'intérêt qui pourraient être abordés lors du FGI en 2018.

### Forum SMSI 2018

Se tenant à l'Union internationale des télécommunications (UIT) du 19 au 23 mars, le Forum SMSI a réuni des parties prenantes du monde entier afin d'observer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des lignes d'action du SMSI, et voir comment elles pourraient être mieux alignées avec les ODD. Les participants ont échangé des informations et des bonnes pratiques sur comment Internet et les nouvelles technologies peuvent être utilisées en faveur du développement durable. Cet événement a couvert un grand nombre de questions numériques, à l'image de l'accès et de la fracture numérique, la cybersécurité et la vie privée, l'Internet des objets et l'IA. Il a émergé des discussions que les nouvelles technologies peuvent apporter des solutions aux problèmes du monde les plus urgents, mais que les implications éthiques, économiques, sécuritaires et juridiques doivent être considérées avec attention. **La Geneva Internet Platform offrait des rapports en temps réel depuis les sessions du forum. Lisez les rapports des sessions et téléchargez le Rapport de synthèse.**

## TENDANCES DES POLITIQUES NUMERIQUES EN MARS

Suite page 1



matière numérique, ainsi qu'un impôt temporaire de cours terme sur les revenus dérivant d'activités commerciales en ligne.

Ces propositions ont été bien accueillies par de nombreux États européens, mais ont également fait naître des préoccupations. Certains commentateurs s'inquiètent que ces propositions pourraient mener à des mesures de représailles du gouvernement américain, étant donné que nombre des entreprises ciblées sont basées aux États-Unis. D'autres estiment que les mesures proposées bénéficieront principalement aux grands États européens. Dans tous les cas, l'UE doit agir en coordination avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour développer des règles internationales.

Un autre développement de ce mois a été la publication du rapport intérimaire de l'OCDE qui souligne les implications de la numérisation et de l'économie du numérique sur la fiscalité. Ce rapport met en lumière la complexité des questions fiscales posées par la numérisation et indique que plus de 110 pays s'accordent sur la nécessité d'un système cohérent de règles fiscales au niveau international. Cependant, les pays ont des vues différentes sur comment ces règles fiscales internationales doivent être changées. Aucun accord n'a donc été adopté sur des mesures intérimaires.

L'OCDE va continuer à étudier les implications de la numérisation sur deux questions fiscales majeures: les règles régissant «l'approche du lien» et «l'attribution des bénéfices». Un rapport final est attendu pour 2020.

### 3. L'accident d'un véhicule autonome met en lumière des questions de sécurité

Plus tôt en mars, une voiture prototype autonome d'Uber, avec un conducteur de sécurité à bord, a été impliquée dans un accident mortel à Temple, dans l'Arizona aux États-Unis.

Cet accident a amplifié les préoccupations au sujet des voitures autonomes et de la sécurité routière. Les voitures sans conducteur doivent apprendre à gérer des conditions de circulation denses et des conditions météorologiques défavorables. Elles doivent également apprendre à réagir rapidement aux comportements imprévisibles des piétons. L'IA joue un rôle crucial, mais tout autant que la part humaine.

Comment cet incident affectera les prochains développements des véhicules autonomes? Les activités d'Uber sont les plus touchées. Pour l'heure, Uber a suspendu ses activités de test à

travers l'Amérique du Nord, soit volontairement ou suite à une décision des autorités. Deux autres entreprises – Toyota et Nvidia – ont également pris des mesures temporaires similaires.

Au-delà de ces interruptions temporaires, le développement des véhicules autonomes devrait probablement se poursuivre à travers le monde. Des mesures supplémentaires en termes de sécurité devront cependant être adoptées lors de périodes de test. Les développeurs devront s'assurer que la technologie est suffisamment rapide pour réagir à des situations imprévisibles. Le véritable test sera de savoir si des véhicules autonomes pourront être suffisamment sûrs pour occuper la voie publique, avec – puis finalement sans – un conducteur de sécurité.

Des questions relatives à la responsabilité continueront à se poser. Qui est responsable lorsqu'une faute est commise par un véhicule? Les règles routières sont-elles suffisantes pour répondre aux questions se posant en termes de responsabilité, sécurité et assurance? Des autorités publiques dans différentes régions du monde, comme l'Arizona, la Californie et le Royaume-Uni, cherchent à répondre à ces questions.

### Les propositions fiscales de la Commission européenne pour l'économie du numérique

La première proposition fiscale de long-terme permettra aux pays de l'UE d'imposer les profits générés sur leurs territoires, même si l'entreprise fournissant les services en ligne en question n'y a pas de présence physique. La proposition introduit la notion de «présence numérique» ou «d'établissement permanent virtuel», qu'une entreprise de l'Internet est supposée avoir si (1) ses revenus annuels dans un État membre dépasse les 7 millions d'euros, (2) si elle a plus de 100,000 utilisateurs dans un État membre au cours d'une année fiscale, et (3) si elle conclut plus de 3000 contrats commerciaux pour des services numériques au cours d'une année fiscale.

La seconde proposition consiste en une taxe intérimaire de 3% sur les revenus dérivant d'activités numériques, et qui ne sont actuellement pas sujet à une imposition, comme les revenus générés par la publicité en ligne, les activités d'intermédiation comme Airbnb et Uber, et la vente de données d'utilisateurs. Cette taxe s'appliquerait à toutes les entreprises avec des revenus annuels mondiaux de plus de 750 millions d'euros et des revenus annuels européens de 50 millions d'euros, et devrait être collectée dans le pays où les utilisateurs sont situés.

## POLITIQUES NUMERIQUES: DEVELOPPEMENTS EN MARS

Le baromètre mensuel sur la gouvernance de l'Internet suit les questions spécifiques qui animent les débats publics, et vise à révéler les tendances du moment en comparant leur évolution chaque mois. Le baromètre détermine la présence de problèmes spécifiques de gouvernance d'Internet par rapport au mois précédent. *En savoir plus sur chaque mise à jour.*

### Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Progression en baisse

Les préparations pour le FGI 2018 ont débutées avec le premier cycle de consultation ouverte et la réunion du MAG. Lors d'une réunion intitulée «Preparing for jobs of the future», les ministres de l'emploi et de l'innovation du G7 ont mis en place une Task force pour étudier comment les gouvernements peuvent préparer le futur du monde de l'emploi, et se sont accordés pour réunir une conférence multipartite sur l'IA en automne 2018.

### Développement durable



En progression

Les participants au Forum SMSI 2018 ont réitéré le fait que les technologies numériques ont un rôle important à jouer pour atteindre les objectifs économiques et sociaux de développement.

### Sécurité



Même importance

Le gouvernement des États-Unis a publiquement accusé la Russie d'avoir conduit une «campagne d'intrusion en plusieurs étapes» depuis au moins le mois de mars 2016, ciblant notamment des entités gouvernementales et des infrastructures critiques.

Expedia a trouvé la preuve de l'accès par des hackers à 880,000 cartes de crédit.

La Cour suprême de Russie a décidé que le service de messagerie instantanée Telegram doit partager ses clés de chiffrement privées avec les autorités russes. Telegram entend faire appel.

### Commerce en ligne et Economie de l'Internet



En progression

En Turquie, les conducteurs de taxi accusent Uber d'opérer un service de taxis sans licence. En Egypte, une juridiction a temporairement suspendu les licences d'Uber et de son concurrent Careem. Dans d'autres endroits, comme Londres et Barcelone, Uber tente de rendre ses services en conformité avec les réglementations locales.

L'OCDE a publié son rapport intérimaire sur les défis fiscaux posés par la numérisation, tandis que la Commission européenne a présenté ses solutions de long terme et de court terme pour la réforme de la fiscalité numérique.

Les États-Unis ont déposé une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au sujet des pratiques commerciales de la Chine en matière de propriété intellectuelle, de transfert de technologies, et d'innovation. En Biélorussie, le ministre des finances a ouvert la voie à l'utilisation des monnaies virtuelles. Les règles européennes contre le géoblocking injustifié entrent en vigueur le 22 mars.

Les révélations concernant l'entreprise Cambridge Analytica, qui a utilisé les données d'utilisateurs Facebook pour influencer les électeurs aux États-Unis et au Royaume-Uni, ont placé Facebook sous le feu des projecteurs. L'entreprise Facebook a annoncé des mises à jour dans ses paramètres de confidentialité et l'arrêt de l'application Catégorie de partenaires.

La Commission européenne aurait pour projet d'inclure les services numériques qui collectent les données d'utilisateurs dans les règles européennes pour la protection des consommateurs.

### Droits en ligne



En progression

Le Sénat nigérian a adopté une loi sur les droits et libertés numériques, incluant des dispositions pour la protection des droits humains en ligne.

L'ICANN a proposé un modèle transitoire pour assurer que les registres et registraires de domaines génériques de premier niveau (gTLD) respectent la réglementation européenne sur la protection des données (RGPD). L'organisation a aussi écrit aux autorités européennes en charge de la protection des données pour demander conseil sur le modèle proposé.

Un rapport publié par Interpol et ECPAT International montre que les garçons et enfants en bas âge sont exposés à de plus grands risques d'abus sexuels en ligne. Ce document recommande l'allocation de plus de ressources pour l'étude de l'exploitation de mineurs en ligne et l'identification de victimes.

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a étendu de trois ans le mandat du rapporteur spécial sur le droit à la vie privée.

## Juridiction et Questions légales



En progression

La Commission européenne a recommandé une série de mesures [pour](#) les États et l'industrie de l'Internet pour améliorer leur action contre les contenus illégaux en ligne. [Le](#) premier ministre français a annoncé que la France allait durcir sa position en matière d'incitation à la haine. [afin](#) de s'assurer que les réseaux sociaux adoptent une approche proactive pour retirer les contenus racistes sur Internet. Le Parlement turque a adopté une loi qui va permettre à l'autorité de régulation de la télévision et de la radio de superviser également les contenus vidéos en ligne.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a traité 3074 cas de «cybersquatting» de noms de domaine déposés par des propriétaires de marques en 2017.

## Infrastructure



Même importance

Un rapport publié par Alliance for Affordable Internet (A4AI), World Wide Web Foundation, et ONU Femmes [révèle](#) que 408 millions de dollars collectés pour étendre l'accès à Internet en Afrique sont restés inutilisés. Aux États-Unis, la Commission fédérale des communications (FCC) entend allouer près de 954 millions de dollars pour restaurer et étendre les réseaux de communications à Puerto Rico et aux îles vierges. [Des](#) coupures d'Internet d'une semaine ont eu lieu au Sri Lanka.

## Neutralité du net



Même importance

La Coalition for Internet Openness a déposé une plainte contre la FCC américaine au sujet de sa décision d'abroger les règles de neutralité du net de 2015. [En](#) Californie, une loi relative à la neutralité du net a été proposée devant le sénat californien, démontrant que les états poursuivent leurs efforts pour adopter leurs propres règles, malgré le décret «Open Internet Order» de la FCC les en empêchant.

L'autorité britannique de régulation des communications électroniques (Ofcom) a lancé une enquête pour déterminer si les pratiques de gestion du trafic des opérateurs Three et Vodafone respectent la réglementation de l'UE sur un accès à Internet ouvert.

## Nouvelles technologies (Internet des Objets, IA, etc.)



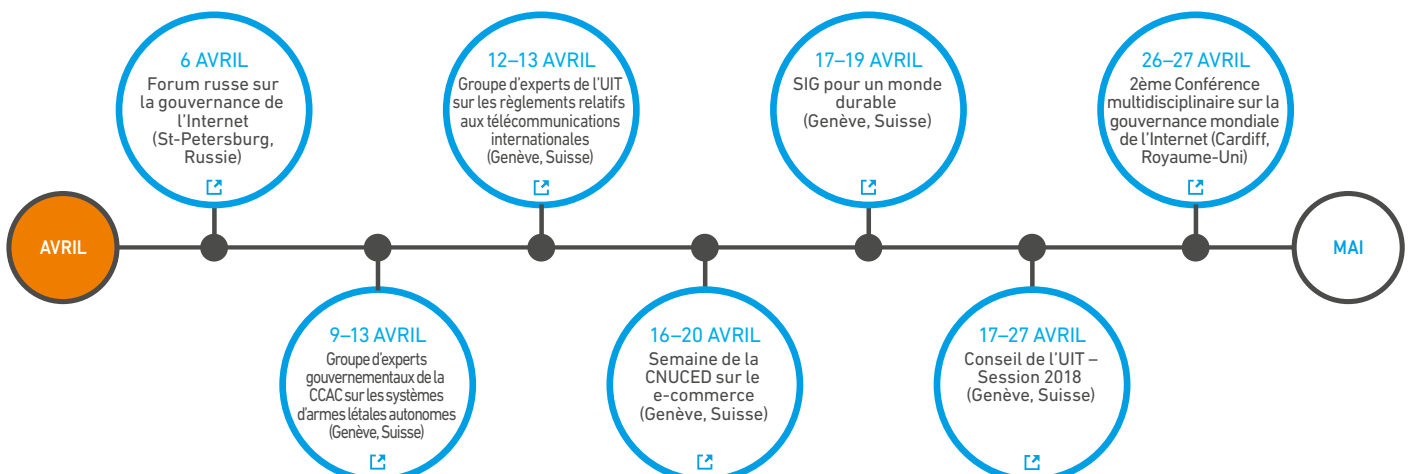
En progression

Un accident mortel impliquant une voiture Uber autonome a fait naître de nouvelles préoccupations à propos de la sécurité et responsabilité de ces véhicules. [Des](#) chercheurs ont développé un système qui pourrait permettre à des voitures sans conducteur de deviner des obstacles avant même qu'ils ne soient visibles.

Aux États-Unis, des autorités en Arizona [et](#) en Californie [ont](#) introduit des réglementations indiquant les conditions dans lesquelles des véhicules entièrement autonomes pourraient être testés sur des routes publiques. Le gouvernement britannique a annoncé un examen de trois ans de la législation en matière de transport, afin d'identifier les obstacles au développement généralisé de véhicules autonomes et a souligné la nécessité de nouvelles réformes.

Les Émirats arabes unis ont créé un Conseil de l'IA, alors qu'aux États-Unis un projet de loi a été soumis au Congrès pour créer une Commission de sécurité nationale sur l'IA. [La](#) Commission européenne a annoncé ses plans de former un groupe d'experts de haut-niveau sur l'IA [et](#) un groupe d'experts sur la responsabilité et les nouvelles technologies. [Le](#) président français a présenté la nouvelle stratégie nationale en matière d'IA, s'engageant à investir 1.5 milliard d'euros dans des projets d'IA d'ici 2022.

## A VENIR EN AVRIL



Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

## CAMBRIDGE ANALYTICA: IMPLICATIONS DE SES PRATIQUES DE MODELISATION DE DONNEES FACEBOOK

**En 2014, la firme de données politiques Cambridge Analytica a obtenu les données de 30 millions d'utilisateurs Facebook, construit des profils de personnalité, et vendu ces données à des organisations politiques pour influencer les électeurs. Bien qu'elles aient été déjà connues, le témoignage en mars d'un ancien employé a placé les pratiques de Facebook au centre des regards.**

### Comment ces données ont-elles été obtenues?

En 2014, un chercheur de Cambridge Analytica a développé une application qui rémunérait des utilisateurs en échange d'une participation à un quizz. Les utilisateurs devaient donner à l'application l'accès à leurs profils Facebook et à ceux de leurs amis.

En plus des 270,000 utilisateurs qui ont répondu au questionnaire, l'application a pu accéder aux profils complets de plus de 50 millions de leurs amis. Afin de collecter toutes ces données sur la plateforme Facebook, le chercheur avait obtenu une licence de Facebook, «à des fins purement académiques».

### Comment ces données ont-elles été utilisées?

Le chercheur a enfreint la licence en partageant ces données avec la firme Cambridge Analytica. Une fois en possession de cette entreprise, les données de 30 millions d'utilisateurs ont été combinées avec d'autres bases de données afin de construire le profil de millions d'électeurs américains dans le but d'influencer leurs décisions électorales.

Bien que Facebook ait indiqué qu'elle n'avait pas vérifié comment ces données avaient été utilisées, l'entreprise a précisé qu'elle avait supprimé cette application en 2015 après avoir appris que ces données avaient été vendues à des campagnes politiques. Le chercheur, Cambridge Analytica, et un ancien employé ont dit avoir supprimé ces données.

En mars, cet ancien employé a partagé des documents avec *The Times* et *l'Observer* confirmant qu'une grande partie des données était encore sur les serveurs de l'entreprise. Savoir combien de ces données ont effectivement participé à influencer des électeurs reste une question ouverte.

### Implications pour les politiques numériques

Cette affaire soulève de nombreuses questions, et a certaines implications pour les politiques numériques.

**Convergence:** Auparavant considérées comme des industries distinctes, l'industrie des médias et de l'Internet ont maintenant

convergées au niveau de leurs modèles d'utilisation des données. Selon ce modèle, les utilisateurs partagent leurs données en échange de services; les données étant utilisées à des fins publicitaires. Cette «ruée vers l'or» des données de la part d'un grand nombre d'entreprises suppose également que les risques et problèmes augmentent également de façon exponentielle.

**Intermédiaires:** Se pose également la question de la responsabilité des intermédiaires par rapport aux données qu'ils collectent et traitent. Quelle sera la réponse à de futures atteintes aux données, et qui est responsable lorsqu'un accord entre Facebook et une entité tierce est violé? Les atteintes aux données, l'utilisation abusive, et les infractions aux droits des utilisateurs sont des faits connectés.

**Politique des contenus:** Une critique formulée aussi bien contre les entreprises que les autorités concerne le nombre significatif de données que les entreprises ont le droit de collecter – comme les «likes», la position géographique, et même les «shadow profiles» des non-utilisateurs qui sont déduits d'autres données. Une fois collectées, ces données posent des questions éthiques et juridiques, sur l'usage qui peut en être fait.

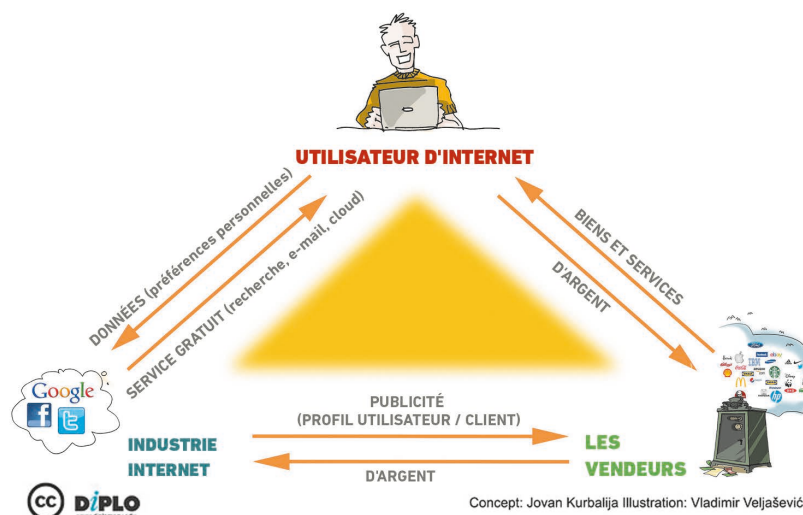
**Protection des consommateurs:** La plupart des données sont collectées à partir des utilisateurs eux-mêmes. Des études montrent pourtant que soit les utilisateurs ne comprennent pas le compromis qu'ils font avec leurs données et l'utilisation des services numériques, soit ils perçoivent ce compromis comme étant inévitable. Qui devrait soutenir les intérêts des utilisateurs dans le rapport de force avec l'industrie de l'Internet, et qui peut garantir que les utilisateurs sont bien informés par rapport aux implications de leur consentement?

**Vie privée et protection des données:** Si les utilisateurs ont bien donné de façon consentie leurs données à Facebook, le réseau ne les a pas informés qu'elles pourraient être communiquées à un chercheur. Bien que ce partage de données puisse être légal au regard de certaines dispositions générales de la politique de confidentialité du réseau, un tel manque de transparence pourrait être illégal aux États-Unis et au Royaume-Uni.

**Sécurité:** Un cadre de Facebook a indiqué qu'aucune infiltration extérieure n'avait eu lieu. Le manquement n'est dû qu'à l'entreprise. Cette affaire ravive le débat plus large sur la capacité de Facebook pour parer aux failles potentielles de ses systèmes, et protéger les données de ses utilisateurs lorsqu'elles sont transmises à d'autres entités.

**Economie:** Le modèle d'exploitation des données pose la question de la compensation des utilisateurs pour leurs données, qui contribue significativement aux revenus de l'industrie de l'Internet. Deux tendances ont ainsi émergé, d'une part les gouvernements font pression pour mettre à jour les règles fiscales de l'économie numérique, et d'autre part certains appellent à des formes de compensation plus directes pour les utilisateurs.

Visitez la page dédiée sur le GIP Digital Observatory pour plus d'informations.



## LE FORUM SMSI 2018: LE RÔLE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR PERMETTRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Au cours du Forum SMSI, les participants ont continué à échanger sur comment les technologies numériques peuvent aider à atteindre un développement durable. Cet événement a confirmé la tendance qui avait émergé lors de l'édition précédente en 2017: il y a de moins en moins de différences entre les discussions ayant trait au développement (numérique) et les questions de politiques numériques, en particulier du fait de l'évolution des nouvelles technologies comme l'Internet des objets et de l'IA.**

### Contexte

En 2003, le Plan d'action de Genève, adopté lors de la première phase du SMSI, déclinait des lignes d'action à suivre par différentes parties prenantes afin de garantir que les TICs soient utilisées comme des outils de développement dans le monde. Douze ans plus tard, l'un des objectifs inclus dans l'agenda 2030 pour le développement durable consistait à «augmenter significativement l'accès aux TICs et œuvrer pour fournir un accès raisonnable et universel à l'Internet [...]». Ces deux documents indiquent clairement que les TICs ont un rôle important à jouer pour permettre le développement social et économique. Le Forum SMSI de cette année a un peu plus renforcé ce message, notamment en mettant l'accent sur le rôle des nouvelles technologies numériques pour atteindre les ODD.

### Opportunités et défis

La puissance des technologies peut être exploitée pour permettre la croissance économique et le développement durable. Cette dynamique se retrouve à travers l'histoire, notamment lors des différentes révolutions industrielles, et comme en témoigne désormais la «quatrième révolution industrielle». L'Internet des objets, le Big data, l'automatisation, et l'IA sont désormais des réalités, et elles ont le potentiel de garantir le bien-être ainsi que le développement.

En 2017, les participants au Forum SMSI avaient abordé comment les pays développés et en développement pouvaient tirer avantage de ces technologies pour réaliser les ODD. Cette année les discussions se sont intensifiées, et l'accent a été porté notamment sur le Big data, l'Internet des objets, les systèmes automatisés, et l'IA en tant que mécanismes pouvant permettre au monde de respecter ces objectifs de développement en 2030.

Ces technologies peuvent être utilisées pour répondre aux problèmes actuels du monde et soutenir le développement. Des drones peuvent désormais distribuer des médicaments et de l'aide humanitaire dans des régions difficiles d'accès, les véhicules autonomes améliorent les activités du secteur agricole, et les villes intelligentes permettent une utilisation plus efficace des ressources et des meilleurs services publics et privés. Les applications de l'IA, à l'image de la traduction automatisée et des robots médicaux, peuvent être aussi très utiles, et créées de nouveaux emplois.

Cependant cette progressive dépendance aux technologies numériques pose également un certain nombre de défis. Les objets connectés posent des questions de sécurité, de cybersécurité, de vie privée et de protection des données. Les avancées dans le champ de l'automatisation et de l'IA posent de grandes questions concernant leur impact sur le marché de l'emploi, la montée des inégalités, et les risques associés à la prise de décision autonome des systèmes d'IA.

### Les étapes à venir

Résumé en quelques mots, le message partagé par nombre des participants du Forum SMSI cette année était que les nouvelles technologies sont là pour durer et qu'il est nécessaire de trouver des façons de bénéficier de leur potentiel, tout en prenant en compte les défis qu'elles font naître.

En ce qui concerne les préoccupations en termes de sécurité posées par les objets connectés, des politiques et réglementations, combinées à des standards techniques et plus de responsabilités des fabricants, sont la voie à suivre. Tandis qu'il est attendu que l'IA ait un impact significatif sur la croissance de la productivité, des politiques sociales et économiques seront nécessaires pour garantir que les fruits de cette croissance soient redistribués, et éviter l'approfondissement des inégalités et de la fracture numérique. Pour permettre de parer aux risques du chômage dans les secteurs les plus susceptibles d'être concernés par l'automatisation, l'accent devrait être placé sur la formation (continue) pour garantir que les travailleurs de demain aient les compétences nécessaires dans une société reposant sur l'IA et l'automatisation.

Pour aller plus loin, les questions éthiques posées par l'IA et les systèmes autonomes peuvent trouver une réponse en s'assurant que de tels systèmes soient conçus et utilisés de façon transparente et responsable, en ligne avec les droits de l'homme, la paix, la sécurité et le développement durable. Des politiques et réglementations développées par des gouvernements et organisations internationales peuvent aussi être utiles, mais le plus important demeure de rassembler toutes les parties prenantes à la même table, afin d'assurer que les individus et leur bien-être soient mis au centre des progrès technologiques.

*Cet article est tiré du Rapport de synthèse du Forum SMSI 2018, préparé par la Geneva Internet Platform, avec le soutien de l'ICANN et Internet Society.*

**WSIS FORUM SUMMARY REPORT**  
 19-23 March 2018 | Published on March 26, 2018

**WSIS FORUM 2018: EXTENDING THE DEBATE**

The debate on new technologies has become an integral part of the wider digital policy discussion. The developments in artificial intelligence (AI) and big data are happening at a fast pace, bringing economic, security, legal, and ethical considerations into sharper focus.

The first trend is that there is less and less difference between development and the wider digital policy discussion. This trend is triggered by new technologies which open broader economic, security, legal, and ethical considerations for both developed and developing countries.

The growing political and policy relevance of digital developments.

In analysing the discussions, as part of our just-in-time reporting initiative from WSIS Forum 2018, we observed two trends in particular.

The first trend is that there is less and less difference between development and the wider digital policy discussion. This trend is triggered by new technologies which open broader economic, security, legal, and ethical considerations for both developed and developing countries.

Watching through a lens: ITU Secretary General Houlin Zhao at the Opening Ceremony of this year's WSIS Forum. Credit: ITU/D.Woldu

Geneva Internet Platform | DigitalWatch | ICANN | Internet Society | DIPLO

This report has been prepared by the Geneva Internet Platform, with support from ICANN, the Internet Society, and DiploFoundation. GIF session reports are available on the GIF Digital Watch observatory at <https://dig.watch/wsisisforum2018>. The official WSIS Forum 2018 outcomes are available on the ITU website.

Icon indicates that there is more background material in the digital version. Alternatively, visit <https://dig.watch> for more in-depth information.

## CE MOIS DANS L'HISTOIRE DE LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Du lancement de services en ligne comme Yahoo! et Twitter, à des décisions de justice et décisions politiques ayant eu un impact sur l'utilisation et l'évolution des technologies numériques, cette chronologie historique de l'Internet et de sa gouvernance est aussi intéressante que remarquable. Voici les développements importants ayant eu lieu au mois de mars.

Visitez l'observatoire *GIP Digital Watch* pour plus d'anecdotes. [🔗](#)

